



Convention cadre de coopération internationale

Entre

**L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCE)**

Et

**L'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI MESSINA
(ITALIE)**

--§=--§=

L'Université Bordeaux Montaigne (ci-après l'UBM), siégeant au Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France, et représentée par son Président, Pr. Lionel LARRÉ,

ET

L'Università degli Studi di Messina (ci-après UNIME), siégeant Rettorato, Piazza Pugliatti 1, 98122 - Messina, Italie,, et représentée par son Recteur, Monsieur le Professeur Salvatore Cuzzocrea.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1. Champ couvert par l'accord cadre

Le présent accord est destiné à faciliter la coopération universitaire dans le domaine de l'enseignement et de la recherche dans les domaines d'intérêt commun.

Article 2. Objectifs du partenariat

Dans la perspective de cette coopération, les parties contractantes s'efforcent :

- a) De renforcer, selon les possibilités, les échanges d'enseignants-chercheurs et de chercheurs pour une durée déterminée, que ce soit en matière d'enseignement, de recherche et de formation professionnelle, en accord avec les composantes respectives des établissements concernés ;

- b) D'élaborer des programmes conjoints de recherche ;
- c) D'organiser ensemble des colloques, réunions et rencontres scientifiques ;
- d) De favoriser, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays, la participation du personnel enseignant et de recherche dépendant de l'autre établissement à des cours, colloques, séminaires ou congrès organisés dans le cadre des programmes de la coopération ;
- e) De s'informer ponctuellement sur les congrès, colloques, réunions scientifiques et séminaires qu'elles organisent, ainsi que d'échanger les publications et documents relatifs à ces activités ;
- f) De favoriser, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays, la mobilité des étudiants et la promotion de programmes d'études conjoints ;
- g) De se communiquer les résultats de leurs expériences pédagogiques (cours et séminaires).

Article 3. Conventions d'applications envisagées à partir de l'accord cadre

Les actions de coopération et les mobilités évoquées à l'article 2 feront l'objet d'accords spécifiques.

Les deux établissements contractants s'efforcent de rechercher les moyens et subventions nécessaires à l'application du présent accord.

Article 4. Modalités de règlement des litiges

En cas de désaccord majeur, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable par voie de conciliation directe. La résolution de tout litige persistant sera placée sous la responsabilité des tribunaux compétents.

Article 5. Entrée en vigueur et durée de l'accord cadre

Le présent Accord entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties après approbation par les autorités de tutelle. L'Accord est conclu pour une durée de cinq (5) ans avec la possibilité de le prolonger par écrit selon les résultats enregistrés.

Article 6. Modalités de révision, résiliation et renouvellement

En cas de renouvellement, le présent Accord sera de nouveau soumis aux procédures en vigueur.

Il peut être dénoncé par l'une des parties avec un préavis d'au moins six (6) mois. Cependant, la résiliation, au même titre que la fin de validité de l'accord, ne peut intervenir avant la fin des actions de coopération en cours.

Les modifications éventuelles au présent accord, établies sous forme d'un avenant, devront suivre une procédure identique à celle de l'établissement du présent accord.

Article 7. Clause de confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles, et s'interdit à divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, toute information, telles que des documents, systèmes, logiciels, savoir-faire, méthodes, connaissances (ci-après toutes désignées par le terme générique « informations confidentielles ») reçues de l'autre Partie ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention-cadre ainsi que des conventions

d'application qui en découlent et à n'utiliser ces informations confidentielles que pour l'exécution de ce programme.

Toute infraction à cette clause aura pour conséquence la cessation de la convention.

Chaque Partie s'engage à ce que les membres de son personnel et ses étudiants respectent l'obligation de confidentialité contenue dans le présent article et à prendre les mesures nécessaires pour garantir ladite obligation de confidentialité.

Article 8. Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter et à se conformer à tout moment à la réglementation en vigueur dans leur pays respectif en matière de protection des données personnelles ou de renseignements personnels (selon le terme utilisé dans la législation applicable à chacune des Parties). Plus particulièrement, les Parties reconnaissent que le **l'Università degli Studi di Messina** se conforme aux lois et aux règles internes suivantes relatives à la protection des renseignements personnels (tel que ce terme est défini dans lesdites lois et règles internes) :

- i. La législation italienne, le règlement de l'Université ainsi que le règlement général sur la protection des données (RGPD) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et sur la libre circulation de ces données Règlement (UE) 2016/679.

Exportateur de données : Université de Messine

Importateur de données : Université Bordeaux Montaigne

Les parties reconnaissent que l'UBM se conforme à la législation et aux règles internes suivantes relatives à la protection des données à caractère personnel :

- ii. La législation de la France applicable ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ; et

Exportateur de données : Université Bordeaux Montaigne

Importateur de données : **l'Università degli Studi di Messina**

Personnes concernées : personnel et étudiants de l'université Bordeaux Montaigne et de **l'Università degli Studi di Messina**

Finalités du transfert : cf. article 2 de la convention

Catégories de données : identité et adresse mail des personnes concernées par le(s) partenariat(s) décrit dans la convention (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs, étudiants)

Données sensibles : les dispositifs prévus par la législation mentionné précédemment dans le texte.

Destinataires : les personnes habilitées à traiter les données échangées (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs) les personnes physiques ou morales, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Limite de conservation : à l'UBM, la durée à usage administratif (DUA) est de 10 ans maximum. À **l'Università degli Studi di Messina**, la durée maximale de conservation des données personnelles collectées et traitées pour finalités spécifiées est celle prévue par les lois en vigueur et par le règlement de l'Université, pour une période n'excédant pas la réalisation des finalités du présent accord et en

application du principe de limitation de la conservation énoncé à l'article 5, paragraphe 1, point e du RGPD.

Article 9. Langue de rédaction de l'accord cadre

Il existe quatre (4) textes authentiques de cette Convention, deux (2) en français et deux (2) en italien. Les deux versions font également foi.

<p>Fait à Pessac, le / /</p> <p>L'Université Bordeaux Montaigne,</p> <p>Pr. Lionel LARRÉ Président</p>	<p>Fait à, le / /</p> <p>L'Università degli Studi di Messina</p> <p>Pr. Salvatore Cuzzocrea Recteur</p>
---	--

Article 10.

Article 11. Accordo generale di cooperazione internazionale

Tra

**L'UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCIA)**

E

**L'UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI MESSINA
(ITALIA)**

--§--§--

L'Université Bordeaux Montaigne (a cui faremo riferimento da ora in poi con UBM), con sede nel Campus Universitario, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, Francia, rappresentata dal suo Rettore, Prof. Lionel LARRÉ,

E

L'Università degli Studi di Messina (a cui faremo riferimento da ora in poi come "UNIME"), con sede a con sede nel Rettorato, Piazza Pugliatti 1, Messina Italia, rappresentata dal suo Rettore, Professore Salvatore Cuzzocrea,

HANNO CONCORDATO QUANTO SEGUE:

Articolo 1. Ambito garantito dall'accordo generale

Questo accordo ha la finalità di facilitare la cooperazione universitaria nell'ambito dell' didattica e della ricerca nei settori d'interesse comune.

Articolo 2. Obiettivi della cooperazione

Nell'ambito di questa cooperazione, entrambe le parti si impegnano a :

a) potenziare, a seconda delle possibilità, gli scambi di docenti e dei ricercatori per una durata ben precisa, sia nell'ambito dell'insegnamento, che in quello della ricerca e della formazione professionale, con l'accordo degli enti competenti degli istituti coinvolti;

- b)** elaborare dei programmi congiunti nell'ambito della ricerca;
- c)** organizzare in collaborazione seminari, riunioni e incontri scientifici;
- d)** favorire, nel rispetto della normativa in vigore in ognuno dei due paesi, la partecipazione del personale docente e dei ricercatori dipendenti dall'istituzione di destinazione, a corsi, convegni, seminari, congressi, organizzati nell'ambito dei programmi annuali della cooperazione;
- e)** informarsi a vicenda e con precisione sui congressi, seminari, riunioni scientifiche e convegni organizzati dalle rispettive università, e al tempo stesso scambiarsi le pubblicazioni e i documenti relativi a queste attività;
- f)** favorire, nell'ambito della normativa in vigore nei rispettivi paesi, la mobilità degli studenti e la promozione di programmi di studio congiunti;
- g)** comunicarsi a vicenda i risultati delle loro esperienze pedagogiche (corsi e seminari).

Articolo 3. Convenzioni applicative previste dall'accordo generale

Le azioni di cooperazione e i programmi di mobilità citati nell'articolo 2 saranno oggetto di accordi specifici.

Le due università contrattanti si impegnano a ricercare i mezzi e i finanziamenti necessari alla messa in atto di questo accordo.

Articolo 4. Gestione del contenzioso

In caso di disaccordo, le parti si impegnano a trovare una soluzione in comune accordo per una conciliazione diretta. Se nessuna soluzione è possibile, i tribunali competenti saranno responsabili della decisione.

Articolo 5. Entrata in vigore e durata dell'accordo generale

Il presente Accordo entrerà in vigore a partire dalla firma delle due parti contraenti previa approvazione degli organi competenti. L'Accordo è stipulato per una durata di cinque anni (5) con la possibilità di prolungare per iscritto a seconda dei risultati ottenuti.

Articolo 6. Rinnovo, cessazione e modifiche

In caso di rinnovo, l'accordo sarà di nuovo sottoposto alle procedure in vigore.

L'accordo può essere rescisso da una delle due parti con un preavviso di sei mesi. Tuttavia, la risoluzione, così come il termine di validità dell'accordo, non può aver luogo prima che si siano concluse le azioni di cooperazione in corso.

Le eventuali modifiche al presente accordo, stabilite sotto forma di clausola, dovranno seguire una procedura identica a quella applicata per la stesura del presente accordo.

Articolo 7. Informativa sulla privacy

Entrambi le Parti si impegnano a considerare come riservate, impedendo la divulgazione a terzi, sotto qualsiasi forma, tutte le informazioni, nello specifico documenti, sistemi, software, competenze, metodi, conoscenze ricevute presso l'altra Parte o che potrebbero essere state scoperte nel corso della

realizzazione del presente accordo, in modo diretto o indiretto e, a limitarsi a fare uso delle informazioni confidenziali al solo scopo della realizzazione del programma.

L'infrazione di questa clausola comporta l'annullamento immediato dell'accordo.

Entrambe le Parti si impegnano ad assicurare che ogni membro del personale e studente coinvolto rispetti l'obbligo della privacy contenuta nel presente articolo e a prendere le precauzioni necessarie per garantire la qui citata informativa sulla privacy.

Articolo 8. Protezione dei dati personali

Le Parti si impegnano a rispettare e a conformarsi in ogni circostanza alle normative in vigore nei rispettivi paesi in materia di protezione dei dati personali o delle informazioni personali (come definito nella legislazione applicabile a ciascuna delle Parti). In particolare,

le parti riconoscono che l'Università degli studi di Messina rispetta le seguenti leggi e regole interne relative alla protezione dei dati personali (come tale termine è definito in tali leggi e regole interne):

- iii. La legislazione italiana e i regolamenti di Ateneo, il Regolamento Generale sulla Protezione dei Dati Personali (RGPD) - relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali e alla libera circolazione di tali dati regolamento (UE) 2016/679.

Esportatore di dati : Università degli studi di Messina

Importatore di dati : Université Bordeaux Montaigne

Le parti riconoscono che l'UBM rispetta la seguente legislazione e le regole interne sulla protezione dei dati personali :

- iv. La legislazione applicabile della Francia nonché il regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio del 27 aprile 2016 relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali e alla libera circolazione di tali dati

Esportatore di dati : Université Bordeaux Montaigne

Importatore di dati : l'Università degli studi di Messina

Le parti concordano che

Soggetti interessati : personale e studenti dell'Université Bordeaux Montaigne e del sito dell'Università degli Studi di Messina.

Scopo del trasferimento : vedi articolo 2 dell'accordo

Categorie di dati : identità e indirizzo e-mail delle persone interessate dalla/e partnership descritte nell'accordo (responsabili amministrativi, docenti ricercatori, studenti)

Dati sensibili : si intendono quelli previsti dalla normativa citata

Destinatari: persone autorizzate a trattare i dati scambiati (responsabili amministrativi, docenti ricercatori) la persona fisica o giuridica, l'autorità pubblica, il servizio o un altro organismo che riceve comunicazione di dati personali, che si tratti o meno di terzi

Limite di conservazione : all'UBM, la durata dell'uso amministrativo (DUA) è di 10 anni al massimo. All'Università degli studi di Messina, la durata massima di conservazione dei dati personali raccolti e trattati per le finalità specificate, è quella prevista dalla normativa vigente e dai regolamenti di Ateneo, per un arco di tempo non superiore al conseguimento delle finalità del presente accordo e in applicazione del principio di limitazione della conservazione di cui all'art. 5, par. 1 lettera e del RGPD

Articolo 9. Lingue di redazione dell'accordo generale

Il presente accordo è istituito in quattro (4) copie originali, due (2) in francese e due (2) in italiano. Entrambe le versioni fanno fede.

<p>A Pessac, il / /</p> <p>Per l'Université Bordeaux Montaigne,</p> <p>Prof. Lionel LARRÉ, Presidente</p>	<p>A, il / /</p> <p>Per l'Università degli studi di Messina</p> <p>Prof. Salvatore Cuzzocrea Rettore</p>
--	--